

Psy en question

Dr J.-Pierre Walker

avril 2010

Trouble bipolaire et toxicomanie

l'association d'un trouble bipolaire avec l'abus d'alcool est de
soit 3 fois plus fréquente que dans le cas des troubles
bipolaires.

En l'ordre des risques psychiatriques chez les sujets alcooliques
et toxicomanes, le trouble bipolaire arrive en 2ème position
(Rouillon Epidémiologie des troubles bipolaires. L'Encéphale
1997, Suppl 1, 7-11).

Il faut noter que l'addiction peut être la conséquence du trouble
bipolaire - et le masquer - ou au contraire l'addiction
peut déclencher le trouble bipolaire. Dans les 2 cas, l'addiction
exerce un effet négatif sur l'évolution de la maladie bipolaire.

Schizophrénie et toxicomanie

Études récentes ont démontré qu'environ la moitié de toutes les personnes atteintes de schizophrénie éprouvent également des problèmes de consommation de drogues et d'alcool, et que jusqu'à 50 % des personnes atteintes de schizophrénie sont dépendantes de la nicotine.

Les substances psychoactives les plus répandues chez les personnes atteintes de schizophrénie qui ont un problème de consommation sont l'alcool, la marijuana et la cocaïne. Les médicaments prescrits, tels que les tranquillisants et les somnifères, sont parfois utilisés à mauvais escient.

Général, si on les compare aux personnes qui ne consomment ni alcool ni de drogue, les personnes atteintes de schizophrénie

nt plus exposées aux rechutes relatives à leur consommation
stances psychoactives et à leur maladie mentale

nt moins susceptibles de se conformer à leurs plans de
cement ou d'autogestion;

rouvent des problèmes de santé physique plus importants

rouvent plus de difficultés relatives aux finances, au logement
relations interpersonnelles;

nsent de plus en plus au suicide;

nt plus susceptibles de devenir agressives, hostiles et

Titre	Innovations
Loi sur le régime des personnes atteintes d'affection mentale	Soumet les établissements publics ou privés qui dispensent des soins ou des traitements psychiatriques à un régime de surveillance. Permet au patient d'être hospitalisé librement.
Loi sur la surveillance des établissements psychiatriques	Institue un Conseil de surveillance. Fixe les conditions d'admission volontaire et non volontaire (3 conditions réunies). Pose en matière de droits des patients: accès au dossier médical dont le contenu est défini, in précisées sur les droits, voies de recours simples, gratuites et rapides.
Loi sur les rapports entre les membres des professions de la santé et les patients	Droits généraux des patients, en particulier l'information qui doit leur être délivrée pour permettre de donner – ou refuser – leur consentement éclairé aux soins et aux traitements.
Modification de la K I 25 suite à l'initiative populaire «Pour les droits des malades»	A toute entrée volontaire doit correspondre une sortie volontaire (à moins que les conditions pour l'admission non volontaire ne soient réunies).
Loi sur la santé	Énonce les principaux droits et devoirs du patient qui doit en recevoir une information de son admission. Précise les modalités du consentement libre et éclairé aux soins, pour les personnes capables et incapables de discernement. Fixe les modalités des mesures de contrainte qui, par principe, sont interdites (droit pénal réservés).
Loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients	Institue la commission, son organisation et ses compétences. Organe de recours, la commission de surveillance veille au respect du droit des patients et statue sur les décisions d'HNV et sur les refus de sortie.

medicamenteux pour un patient souffrant de maladie mentale

La privation de liberté afin d'assistance peut se justifier dans la crise, alors que le patient n'est manifestement pas en possession de sa capacité de discernement, cette mesure s'éteint avec le retour à la normale.

Elle permet de postuler que le patient doit recevoir soins et protection pour retrouver son équilibre psychique et sa capacité de discernement.

Dans certains cas de maladies mentales comme la schizophrénie et certains troubles de l'humeur, il n'y a pas de restitution de la capacité de discernement (ou des capacités cognitives et volitives).

nement ou un acte, dans son sens concret aussi bien que symbolique

ette faculté est déficiente dans les cas d'état confusionnel, de retard mental, de psychose dissociative.

faculté volitive concerne quant à elle la capacité d'agir conformément à la conscience. C'est elle qui pose le plus souvent problème pour ce qui est de la distinction entre le normal et le pathologique.

La faculté volitive est atteinte dans les cas d'hallucinations ou de délires paranoïdes. (nouveau contenu de la partie générale du CPS entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007)

Dans le cas de la schizophrénie, il n'y a pas de recouvrement de ces deux facultés sans le maintien d'un traitement psychopharmacologique suivi et régulier pour l'instant définitif. Dans le cas des troubles affectifs, en raison de la réversibilité de ceux-ci, le patient retrouve régulièrement son sens des

Obligation de se soumettre à un traitement

Art. 36 Une personne ne peut être contrainte à recevoir des soins que lorsque la loi le prévoit et dans la mesure exigée par l'intérêt général.

Art. 37 18) I Les personnes atteintes d'affections mentales, d'alcoolisme ou de toxicomanie peuvent être contraintes de prendre une médication, d'être hospitalisées ou d'être placées dans une institution appropriée, lorsque leur état menace leur propre sécurité ou celle d'autrui et qu'aucune autre mesure moins contraignante n'est envisageable.

Le Conseil d'Etat désigne l'autorité compétente pour ordonner les traitements ambulatoires et règle les voies de recours.

L'hospitalisation et le placement sont soumis à la loi d'application des dispositions du code civil sur la privation de liberté à des fins d'assistance.

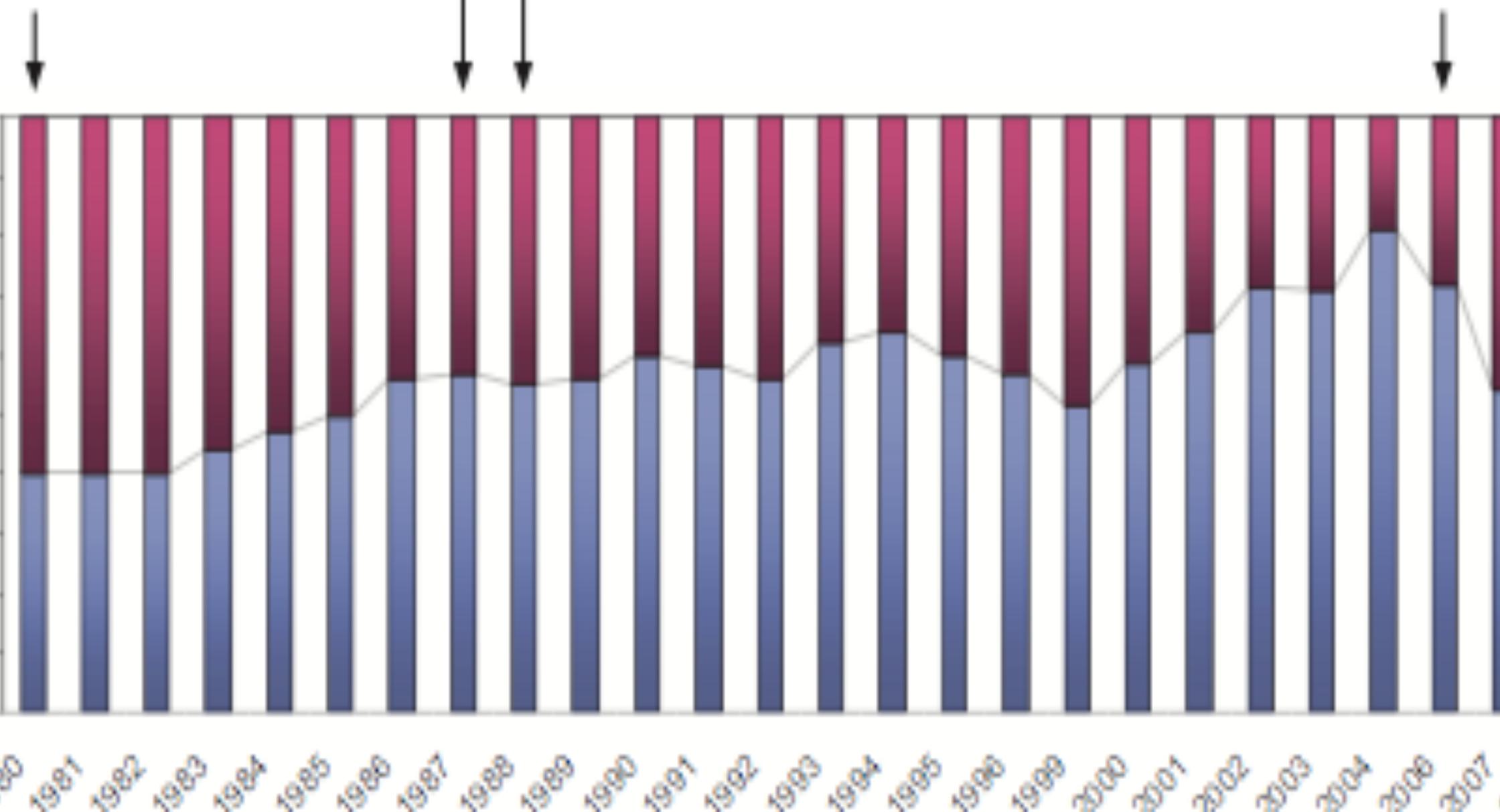
Evolution des HIV à Genève 1980-2008

Loi renforçant
les droits
des patients

Refus de
traitement

Entrée vol.
= sortie vol.

Loi sur la santé:
consentement libre et éclairé
Commission de surveillance



Que sont les directives anticipées ?

Il s'agit d'un document où sont rédigées les volontés d'un patient en prévision d'un moment où il ne pourrait pas s'exprimer. Elles précisent les types de traitement que le patient souhaite bénéficier et ceux qu'il souhaite éviter.

Les directives anticipées peuvent s'avérer utiles dans des cas d'hospitalisation où le consentement du patient est présumé, mais également pour les personnes hospitalisées en établissement médicalisé ou encore pour les hospitalisations répétées en institution psychiatrique.

Parfois, même lors d'une hospitalisation volontaire, le patient devrait déclarer l'existence de ses directives anticipées au cas où il viendrait à perdre sa capacité de discernement durant le séjour ou si elles contiennent des éléments

Principaux neuroleptiques

Neuroleptiques classiques

- Halopéridole (Haldol), Fluanxol, Clopixol

Neuroleptiques atypiques

- Laponex, Zyprexa, Risperdal, Seroquel

Justice et neuroleptiques

procès et class action deviennent légion à travers le monde. Ainsi, 1000 personnes ont été indemnisées par Lilly pour que cessent les poursuites relatives à l'olanzapine (Zyprexa®)

<http://www.prescrire.org/bin/cqp/index.php?id=31640>

Seroquel® (quétiapine) fait l'objet de class action, ainsi que le Mepdal® (rispéridone)

En Europe l'Agréal® (un neuroleptique utilisé contre les bouffées délirantes) a été interdit et le laboratoire poursuivi. De nombreuses plaintes ont été déposées par les États des États-Unis contre les laboratoires pharmaceutiques (Lilly, AstraZeneca, Johnson & Johnson, Pfizer...) concernant la corruption et les mensonges dans la promotion des